

celle du Vietnam, ont été mêlées à la trame de la vie canadienne, en raison du rôle joué par le Canada dans ces deux conflits.

En effet, un contingent canadien a servi en Corée sous l'égide des Nations Unies et, pendant de nombreuses années, le Canada a participé avec d'autres pays, notamment avec l'Indonésie, à toutes les commissions de paix et de surveillance en Indochine. Il était donc généralement admis par les Canadiens que la paix et la stabilité dans la région de l'Asie et du Pacifique intéressaient directement leur pays comme membre actif de la communauté internationale et à plus forte raison en tant que nation du Pacifique. En conséquence, quand nous avons voulu, il y a cinq ou six ans, mettre davantage l'accent sur nos relations bilatérales avec les pays du Pacifique, nous n'en étions pas à nos premières armes.

De par l'immensité de sa côte ouest, le Canada se range indéniablement parmi les nations du Pacifique. Les moyens de transports modernes nous ayant beaucoup rapprochés de tous les autres pays de cette région, nous nous sentons directement concernés par leur avenir. De là vient que notre Gouvernement estime avoir un rôle important à y jouer au chapitre de la promotion de la paix et de la stabilité. Le développement économique étant une condition fondamentale de stabilité, le Canada apporte son aide aux pays de la région. En outre, dans le cadre du Dialogue Nord-Sud, il s'efforce, par le biais du transfert des ressources et de la technologie, de combler le fossé entre pays développés et moins développés. Nous espérons qu'en cette ère post-coloniale, une telle coopération économique viendra renforcer l'indépendance de chacune des nations et se transformera en une relation commerciale mutuellement avantageuse. L'enjeu est de taille car les énormes ressources humaines et naturelles de cette région la promettent à un brillant avenir. Comme les immigrants asiatiques apportent une contribution croissante à la diversité culturelle du Canada, cela ajoute à notre intérêt pour les pays du Pacifique.

En ce qui a trait plus particulièrement à l'Asie du Sud-Est, le public a surtout retenu notre participation aux commissions de surveillance et de paix en Indochine.

Je sais que lors de notre retrait de la Commission, on a craint, dans certains milieux, que le Canada se désintéresse de la région. Tout au contraire, à l'issue de la guerre du Vietnam, les ressources et les compétences canadiennes, auparavant consacrées à notre travail au sein de la Commission, ont pu être utilisées plus efficacement pour l'élaboration et l'application de notre politique à l'égard des pays du Sud-Est asiatique avec lesquels le Canada entretenait des rapports bilatéraux importants. Nous étions